

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>
Tweeter : @PCF_23

Déposé le 25.01.2019

Directeur de publication : Stéphane BRIAULT - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarade-s,

Pour un certain nombre d'entre vous, on se connaît déjà, pour les autres je me dois de me présenter. Je suis Creusois d'origine et né à saint- Marien il y a 51 ans, j'ai une formation de technicien, et j'exerce de la maintenance informatique, je suis élu conseiller municipal à Boussac et vice-président du Syndicat de l'eau de Boussac. J'ai été élu secrétaire départemental de

notre parti le 10 novembre lors de notre conférence départementale, et ainsi donc je succède à Marie Hélène Puget-Chauvat qui s'est dévouée pendant près de 7 ans sur notre département pour animer avec force et conviction notre combat politique, ainsi que la vie pratique de notre fédération, nous pouvons tous et toutes la remercier.

Nous venons d'achever les travaux de notre 38ème congrès extraordinaire et il y a bien eu quelque chose d'extraordinaire ! Nouveau texte d'orientation, nouveau secrétaire national, nouveau logo. C'est sur la base d'un texte retravaillé et enrichi que les communistes se sont accordés à plus de 87%. Ils ont ainsi envoyé un signal fort. Un double signal de volonté de réorienter la politique de leur parti et de s'engager dans les combats politiques à venir, le plus rassemblés possible. Les sujets ne manquent pas comme l'a rappelé Fabien Roussel, nouveau secrétaire national élu, dans son rapport de clôture. Des gilets jaunes, en passant par les blouses blanches, jusqu'aux cols bleus, tous les salariés ont aujourd'hui d'importantes raisons d'être mécontents. Emplois, salaires et pouvoir d'achat, accès à des services publics de qualité, enjeu écologique sont des questions majeures qui imposent des réponses rapides, des réponses qui pour aboutir passent par la mise en cause du capital et de son coût, du rôle des banques et de la BCE, de la fiscalité et de l'évasion fiscale qu'elle permet. Le président Macron et son gouvernement n'apporte aucune réponse satisfaisante aux revendications posées, ni sa lettre ni ses débats organisés auprès des maires de France dans des shows à l'américaine dans lesquels les questions sont orientées de façon à ne pas mettre en cause le capitalisme et l'iniquité fiscale, ne peuvent répondre aux attentes. Toutes les mesures annoncées seront financées, par nous le peuple et non les plus riches. Le mouvement des gilets jaunes ne fait que traduire un mécontentement grandissant dans notre pays, et même si on a pu penser qu'il aurait pu faire chanceler le pouvoir en place, il ne donne pas de perspectives politiques pour la suite, une crise de régime peut s'ouvrir et poser en grand la question du débouché politique mais il faut trouver les formes d'un dialogue avec les forces syndicales et forces politiques de gauche.

Quand au grand débat, nous devons y prendre place et poser des exigences : que toutes les questions soient mises sur la table et pas seulement celles du gouvernement (les réformes programmées comme celle des retraites, la question des entreprises (petites et grandes), grande absente pour l'instant du débat avec la proposition de prélèvement à la source des bénéfices des multinationales, la mise en cause CICE, l'utilisation de l'argent par les entreprises, la question de l'emploi en lien avec les luttes comme celles de Ford...). Concernant le RIC, il ne faut pas être sur la défensive tout en mesurant les possibilités de dévoilement. Nous sommes pour un referendum d'initiative populaire mais il faut en définir les conditions : processus de définition de la question posée, modalités ... Le Parti communiste doit s'engager dans des campagnes politiques inscrites dans la durée et au plus près des intérêts de notre peuple. Il doit le faire avec le souci de promouvoir ses idées, ses solutions et de construire dans le mouvement et l'action développés par des fronts de luttes, une union populaire agissante qui débouche sur un rassemblement à gauche pour transformer la société. C'est dans cette optique que la candidature de Ian Brossat, tête de liste du parti communiste pour les élections européennes a été décidée. Pour terminer je tiens à vous présenter à toutes et à tous ainsi qu'à vos proches une très bonne année, une santé aussi bonne que possible et que nos combats à venir contribuent au progrès social.

Stéphane BRIAULT

Panorama non-exhaustif de l'extrême-droite dans le monde

Depuis plusieurs années on assiste, dans de nombreux pays, à la montée progressive de mouvements ou partis d'extrême-droite. Certes, ces organisations sont diverses, mais leurs principes idéologiques ont des points communs : le patriotisme exacerbé, le nationalisme et un traditionalisme strict qui les distingue des partis de droite ; elles s'appuient également sur des valeurs nationales, identitaires ou culturelles et bien sûr, le plus souvent sur des principes religieux généralement d'un autre âge. Elles essaient, par ailleurs, d'avoir, en matière économique et sociale, des positions plus ou moins contestataires qui correspondent le mieux, selon elles, aux aspirations des couches populaires, sans pour autant, généralement, remettre en cause le système capitaliste.

Au surplus, ces différents mouvements se caractérisent, en Europe, par leur euroscepticisme, voire leur europhobie, leurs idées racistes, antisémites et xénophobes ainsi que par leur haine des minorités, LGBT notamment.

En Europe, l'extrême-droite est particulièrement puissante en Italie et en Autriche où elle participe au gouvernement sur des postes ministériels régionaux. En Slovaquie, le parti national slovaque participe également au gouvernement, comme les Patriotes Unis, en Bulgarie ou l'Alliance néo-flamande en Belgique. En Hongrie, le président Orbán, xénophobe affirmé, compose avec le parti ultra-nationaliste Jobbik. En Suède, les organisations néo-nazies se succèdent et représentent plus de 17% de l'électorat. Au Danemark, le parti DF était en tête aux dernières élections européennes et a obtenu 21,1% des voix aux élections législatives de 2015.

L'arrivée de migrants et la multiplication des conflits dans le monde a exacerbé des sentiments xénophobes sur lesquels prospèrent les mouvements d'extrême-droite : c'est ainsi que ceux-ci sont apparus à Malte et à Chypre (où ils

s'inspirent du mouvement néo-nazi grec, Aube dorée).

Mais c'est dans le pays le plus vaste d'Europe après la Russie, l'Ukraine, qu'un gouvernement fasciste, largement phagocyté par des éléments nazis, a remplacé par un coup d'État orchestré par les États-Unis et l'Union européenne, en février 2014, le gouvernement démocratiquement élu. Les États-Unis s'efforcent, dans cette affaire, « d'endiguer » la Russie, à qui ils reprochent d'être soutenue, en d'autres lieux, par la Chine et l'Iran. Mais il est évident que la Russie ne peut accepter la présence à sa frontière de bases de lancement de missiles américaines (facilitées par la Pologne et la Lettonie, pays où l'extrême-droite est particulièrement active). De plus, le président Poutine se doit de soutenir les séparatistes du Donbass et les populations russes ou russophones d'Ukraine.

Et que dire de l'élection à 55% de Jaïr Bolsonaro à la présidence de la République au Brésil, alors que la campagne de l'intéressé avait été caractérisée par des déclarations racistes, homophobes, misogynes et anti-démocratiques. Nostalgique de la dictature militaire qui sévit au Brésil de 1964 à 1985, il a déclaré qu'il fallait cesser « d'attaquer des démocraties importantes comme les États-Unis, Israël et l'Italie » : références édifiantes puisque le premier a produit Trump, le deuxième voit la participation de l'extrême-droite au gouvernement sioniste de Netanyahu et le troisième est cadencé par Salvini et consorts.

Si les mêmes causes produisent les mêmes effets, il est difficile de ne pas voir derrière ce petit panorama, les conséquences désastreuses des politiques capitalistes et autoritaires pilotées par le FMI, la Banque mondiale, la BCE, les principaux pays de l'UE (France et Allemagne : deux pays où les résultats électoraux de l'extrême-droite sont spectaculaires)... et les États-Unis dont la volonté hégémonique est aujourd'hui remise en cause par la montée de nouvelles puissances, et notamment la Chine.

Alain ROUDIER



IAN BROSSAT
L'HUMAIN D'ABORD!
ELECTIONS EUROPEENNES
26 MAI 2019

Au cours des 10 dernières années, les richesses produites par les travailleurs en Europe sont passées de 15 000 milliards d'euros à plus de 17 000 milliards d'euros.

Dans le même temps, le taux de travailleurs pauvres est passé de 7 à 10%.

— Trouvez-vous cela normal ? —

PCF

L'Europe des gens ou l'Europe de l'argent, il faut choisir !

Nos propositions

- ❶ Rompre avec les traités européens pour en finir avec les délocalisations. Il faut interdire tout départ d'une entreprise dans un autre pays de l'Union Européenne.
- ❷ Mettre un terme à la mise en concurrence entre les travailleurs. Il faut en finir avec le travail détaché. Toute personne qui travaille en France, quelle que soit sa nationalité, doit être protégée par un contrat français.
- ❸ Stop à la fraude fiscale ! 1 000 milliards d'euros quittent chaque année l'Union Européenne à travers les paradis fiscaux. Tout bénéfice réalisé dans un pays doit donner lieu au paiement de l'impôt dans ce pays.
- ❹ Au cours des 10 dernières années, la Banque centrale européenne a versé 3 000 milliards d'euros aux banques privées, les mêmes qui infligent des agios et des frais bancaires indus aux plus modestes. Cet argent doit alimenter un fonds de financement des services publics.

« Je m'appelle Ian Brossat, j'ai 38 ans et je suis le chef de file du Parti communiste français aux élections européennes du 26 mai 2019. Ensemble, décidons à l'avenir et avant de partir, nos communes déléguées à promouvoir une vraie transformation de l'Union Européenne, pour une Europe solidaire au service des peuples. Pour cela, nous construisons une liste d'hommes et de femmes du monde du travail. »

Avec Ian Brossat, en France et en Europe
L'humain d'abord !

Gilets jaunes : une révolte légitime à soutenir



« LA FRANCE N'EST PAS UN PAYS COMME LES AUTRES » titre la déclaration du 15 janvier 2019 de l'ANECR signée par son Président Patrice BESSAC. Cette formule est juste, la prise de conscience elle, bien trop tardive de la part d'un Président de la République forcé d'ouvrir les yeux sur une colère sociale qu'il a contribué à attiser mais dont les racines puisent dans l'histoire longue de nos institutions et de choix politiques délétères assumés sans discontinuité ou presque depuis près de 40 ans. Le prix du carburant est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres face à l'augmentation du coût de la vie. En dehors de ceux qui ont activement participé à la mobilisation des « gilets jaunes », une partie considérable de la population soutient ses objectifs. Des mouvements de ce genre, naissant en dehors des appels des organisations syndicales, se reproduiront à l'avenir.

Malgré les justifications « écologiques » du gouvernement concernant la hausse des taxes sur les carburants, son hypocrisie saute aux yeux. Au nom de l'écologie, on taxe des automobilistes et les PME du transport routier. Bien évidemment, sans aucune contrepartie. Les gros pollueurs, eux, sont épargnés. Le transport maritime et aérien est préservé puisque le kérosène n'est pas taxé. On ne touche pas plus aux milliards de bénéfices de Total et autres poids lourds de l'émission de gaz à effet de serre. Et, en même temps leurs grands actionnaires profitent de la suppression de l'ISF. L'erreur grave du gouvernement actuel a été de deux types. *Primo*, il n'a pas compris la portée du caractère national du mouvement des «gilets jaunes». Tout le pays semble touché, y compris dans les DOM-TOM et plus spécifiquement l'île de la Réunion. *Secundo*, si la colère sociale accumulée était déjà forte sous Hollande, la conscience collective de l'injustice fiscale, sociale et territoriale semble toucher des sections de plus en plus larges de la société, accentué par les sorties régulières de Macron, qui sonnent comme une provocation.

Il est vrai que l'entrée en politique soudaine de fractions de la population jusque-là éloignées du sujet mène inévitablement à ramener à la surface son lot d'idées, de préjugés et d'actes racistes, homophobes et sexistes. Il reste néanmoins clair que la plupart des revendications des «gilets jaunes» portent des idéaux qui ne sont pas sans rappeler le mouvement des « bonnets rouges », qui s'est produit en 2013. Nous disions alors : « *Les travailleurs forment une classe opprimée, économiquement, socialement et aussi psychologiquement. Leurs idées reflètent nécessairement les idées dominantes dans la société, les idées capitalistes. Par conséquent, l'entrée en action de travailleurs habituellement passifs et non politiques s'accompagne toujours et inévitablement, dans un premier temps, d'idées, de notions et de préjugés formés dans la période précédente. La lutte est un apprentissage.* »

Quelle doit être notre approche envers de telles mobilisations ? Il ne faut pas se rendre coupable de mépris en prenant de haut des travailleurs qui se mobilisent en dehors des cadres habituels. L'immaturité politique des travailleurs mobilisés aussi massivement est inévitable. Les revendications et les idées confuses qu'ils peuvent prononcer n'est pas une preuve de penchants « réactionnaires ». Au contraire, elle traduit l'entrée dans l'arène de la lutte des classes de couches de la société qui s'en tenaient éloignées jusqu'à présent. Il y a certainement, parmi eux, un certain nombre d'éléments réactionnaires intransigeants. Mais ces éléments sont très loin d'être majoritaires. Nous devons aller au contact des travailleurs impliqués dans ce genre de lutte, établir un dialogue avec eux, essayer de les organiser syndicalement et de les convaincre de nos idées communistes. L'extrême-droite cherchera systématiquement à récupérer ces mouvements "spontanés", à détourner la colère des travailleurs vers leurs propres intérêts. Cela ne l'empêche pas de condamner systématiquement les travailleurs en grève et leurs syndicats, ou de soutenir la casse des services publics. Les patrons du secteur routier sont affectés par la hausse du prix du carburant. Mais ils applaudissent toutes les mesures rétrogrades de Macron et de ses prédécesseurs et ne refusent pas leurs cadeaux fiscaux. Se tenir à l'écart des « gilets jaunes » ne peut que faciliter leur travail de récupération. Nous devons mener la bataille des idées parmi les travailleurs en révolte pour démasquer les faux amis que sont les patrons et l'extrême-droite. En tout état de cause il se peut que le mouvement parvienne à se structurer pendant un certain temps. Quoiqu'il en soit, sur la base d'un programme qui, en idées et en action, frappe à la tête l'ordre capitaliste, le PCF et la CGT pourraient couper l'herbe sous les pieds de l'extrême droite et convaincre une partie des manifestants de s'engager dans la lutte contre le système qui les opprime. L'EMMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX MEMES.

Christian ROBERT

Agenda :

30/01/19 - 14h - Courtilles : Galette Républicaine de la section Guéret Saint-Vaury.

01/02/19 - 15h30 - Measnes : Galette Républicaine de la section Measnes.

09/02/19 - 9h30 - Fédération: « A propos de » : La corne d'Afrique.

DONS & COTISATIONS

Nom : Prénom :

je verse un don de €

je modifie mon prélèvement : nouveau montant €

je souhaite régler mes cotisations par prélèvement : € par mois (joindre un RIB)

Les chèques sont à libeller à « ADF PFC23 » et à retourner à :

Fédération PCF23 - 17 rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

AG - 18/01/19 - Saint-Sulpice le Guérétois



**La fédération creusoise
vous souhaite
une année 2019 de résistance,
de rassemblement dans les
luttés,
une année porteuse d'espoir**